



**AIDER LES FEMMES  
EN MILIEU RURAL À  
GUIDER LES  
PROCESSUS DE  
CONSOLIDATION  
DE LA PAIX EN  
COLOMBIE**



**OXFAM**

# AIDER LES FEMMES EN MILIEU RURAL À GUIDER LES PROCESSUS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX EN COLOMBIE

## 1 Vue d'ensemble

### Informations relatives au programme

Nom	Égalité et développement territorial pour les femmes en milieu rural en Colombie
Pays	Colombie
Budget	5,69 millions de livres sterling
Date de début	Avril 2015
Date de fin	Mars 2020
Bailleurs de fonds	UNICEF, Projects Direct (Oxfam), SMFT Pioneers (Oxfam), Direction du développement et de la coopération de la Suisse, Latin America Children's Trust, affiliés d'Oxfam

### Analyse du problème

La Colombie a souffert de 50 ans d'un conflit armé qui a coûté la vie à plus de 230 000 personnes et a eu de graves impacts socioéconomiques. En décembre 2015, plus de 6,3 millions de personnes étaient enregistrées comme personnes déplacées internes en Colombie<sup>1</sup>, faisant de ce pays l'un des plus touchés au monde. De graves violations des droits humains ont été commises, impliquant des déplacements, des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées et des violences sexuelles. Ces dernières ont d'ailleurs été utilisées en tant que stratégie militaire pour le contrôle des territoires.

Si le pays est riche en ressources naturelles, il est également l'un des plus inégaux du monde. Une étude d'Oxfam a montré que les exploitations agricoles de plus de 500 hectares (représentant seulement 0,4 % de toutes les exploitations agricoles de Colombie) occupent 67,6 % des terres productives<sup>2</sup>. En raison du conflit, les membres de communautés rurales, autochtones et d'ascendance africaine ont été dépossédés de 8 millions d'hectares de terres. De même, 87 % de la population déplacée interne est issue de zones rurales.

En zones rurales, 39 % et 18 % de la population vivent respectivement en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté ; 85 % de la population rurale n'ont pas accès à un système de gestion des eaux usées, et 60 % sont privés d'accès à l'eau potable. Le salaire mensuel moyen d'une femme en milieu rural est de 76 dollars américains (contre 230 dollars américains en ville). Les femmes vivant en milieu rural consacrent en moyenne cinq heures par jour à aller chercher de l'eau et passent en moyenne 19 h de plus par semaine à faire le ménage que les hommes. 50 % des femmes en milieu rural sont victimes de violence domestique. Les femmes autochtones, quant à elles, sont 2,5 fois plus susceptibles de subir un viol ou d'être victimes de violences. Le niveau de participation politique des femmes est également très faible. Elles ne représentent que 20 % du Congrès national actuel<sup>3</sup>.

Suite au référendum pour la paix d'octobre 2016, dans le cadre duquel le « non » l'a emporté d'une courte majorité (50,21 contre 49,78 %), l'accord de paix a été signé avec le groupe paramilitaire FARC<sup>4</sup> en novembre 2016. Les négociations avec d'autres groupes armés sont encore en cours. Le premier point convenu lors des négociations avec les FARC concerne le « développement rural global », qui a souligné l'exclusion des

populations rurales et établi des plans pour une réforme et un développement ruraux. Toutefois, l'accord ne prend pas en compte les droits et la représentation des femmes en milieu rural, les mentionnant uniquement comme des bénéficiaires des programmes publics et les limitant à leur rôle au sein de la cellule familiale.

### Description

Le programme Égalité et développement territorial pour les femmes en milieu rural (Equality and Territorial Development for Rural Women) s'appuie sur 10 ans d'expérience d'Oxfam en Colombie et sur ses travaux de plaidoyer basés sur des preuves, qui ont conduit à des changements considérables dans la vie des femmes. Suite aux résultats du référendum pour la paix d'octobre 2016, et l'accord avec les FARC qui a suivi, ce programme, tout comme la stratégie d'Oxfam pour le pays, a fait l'objet d'une évaluation afin de s'assurer que les orientations et les interventions restent pertinentes suite à l'évolution du contexte.

Le programme vise à s'assurer que les femmes vivant en milieu rural, notamment les femmes jeunes, issues des communautés autochtones ou afro-colombiennes, dirigent et influencent des processus de consolidation de la paix et contribuent à la réduction des inégalités en Colombie. Son objectif spécifique est de renforcer les organisations de femmes et de soutenir un leadership transformationnel des femmes en milieu rural, notamment leur capacité à influencer les politiques, à promouvoir des programmes de consolidation de la paix et de développement rural, et à réduire les inégalités. Le programme cible particulièrement les femmes vivant en milieu rural, en se concentrant sur les jeunes femmes issues de groupes ethniques. Il met fortement en avant les domaines thématiques suivants : les violences faites aux femmes et aux filles, l'accès à l'eau potable, le travail de soins, la justice fiscale, les droits fonciers, les moyens de subsistance et la consolidation de la paix. Le dernier point est particulièrement important si l'on tient compte des lacunes en matière de droits et de représentation des femmes dans l'accord de paix.

Pour atteindre son objectif, le programme continuera à investir dans des activités de développement des capacités et de l'influence. Il vise à amener le changement dans quatre domaines :



# AIDER LES FEMMES EN MILIEU RURAL À GUIDER LES PROCESSUS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX EN COLOMBIE

1. Un changement en matière de capacité individuelle et collective, en faisant la promotion d'espaces de dialogue parmi les femmes vivant en milieu rural pour renforcer leur pouvoir collectif, et en renforçant la Colombian Platform of Rural Women (plate-forme colombienne des femmes vivant en milieu rural).

2. Un changement dans l'accès aux ressources et aux espaces ainsi que dans le contrôle que les femmes peuvent exercer ou dans l'utilisation qu'elles peuvent en faire. Cela passe par des initiatives d'autonomisation économique et de leadership, le renforcement des capacités, la création et le partage de connaissances, un travail plaidoyer et la mise en place de mécanismes de protection pour les femmes leaders.

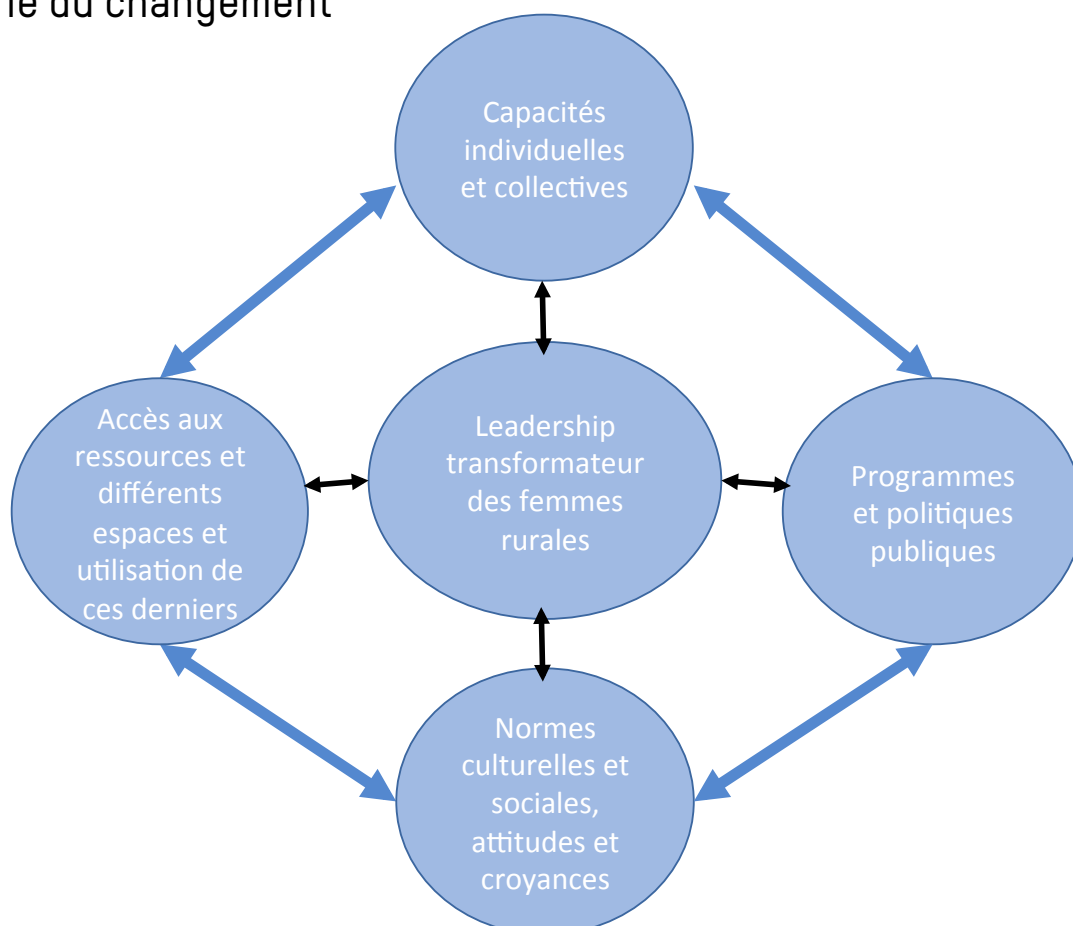
3. Un changement des normes culturelles et sociales, des attitudes et des croyances, en menant des campagnes visant à améliorer la visibilité des femmes vivant en milieu rural dans

les espaces publics et en faisant la promotion de mécanismes destinés à reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soins.

4. Un changement des politiques et des programmes publics, en renforçant les réseaux et les alliances, en soutenant le plaidoyer et le lobbying pour une amélioration de la définition et de la mise en œuvre de politiques, en améliorant le suivi, l'évaluation et l'apprentissage, et en mettant l'accent sur la recherche et sur la génération et la diffusion des connaissances.

En s'appuyant sur les réussites et sur les enseignements tirés des phases précédentes du programme, les organisations partenaires dirigeront des activités d'influence au niveau local et national. Oxfam, quant à elle, les soutiendra dans cette démarche et facilitera la création de réseaux entre les différentes organisations afin de renforcer leur capacité d'influence conjointe au niveau national et international.

## Théorie du changement



# AIDER LES FEMMES EN MILIEU RURAL À GUIDER LES PROCESSUS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX EN COLOMBIE

## 2 Résultats et défis

### Résultats obtenus

Le programme a contribué avec succès à la promotion des droits des femmes en Colombie. Oxfam a mis en œuvre des activités visant à générer des preuves, développer des capacités et créer des réseaux et des alliances d'organisations de femmes (notamment les organisations de femmes autochtones ou vivant en milieu rural) et a soutenu ces dernières afin d'obtenir d'importants changements en matière de politiques.

En effet, la Colombian Platform for Rural Women, qui rassemble 26 organisations de femmes en milieu rural liées à 840 organisations populaires, a réussi à obtenir du Congrès colombien la création de l'Office for Rural Women (Bureau pour les femmes en milieu rural) au sein du ministère de l'Agriculture, ainsi que le développement d'une politique publique spécifique pour les femmes en milieu rural (article 232)<sup>5</sup> dans le cadre du Plan de développement national. Ces gains substantiels en matière de politiques sont susceptibles de bénéficier à environ 7,4 millions de femmes vivant en milieu rural.

Il est important de noter qu'une membre de l'une des organisations de la plate-forme a été nommée Directrice de l'Office for Rural Women, offrant une formidable opportunité pour influencer davantage le programme et les politiques du pays. Cette nomination reflète également une autre des réussites du programme : donner de la visibilité aux femmes en milieu rural.

En développant les capacités des organisations de femmes autochtones et de femmes vivant en milieu rural, et en menant des campagnes publiques en collaboration avec les organes de presse nationaux, le programme a contribué à un changement de la manière dont sont perçues les femmes vivant en milieu rural, les faisant passer de victimes de violences et d'inégalités à de véritables agents du changement. Certaines des organisations de femmes vivant en milieu rural soutenues par Oxfam ont également participé aux délégations de femmes qui ont influencé les négociations de paix. En coopération avec des alliés locaux, nationaux et internationaux, elles ont fait prendre conscience de l'absence des femmes lors des discussions de paix, et sont parvenues à influencer le gouvernement afin que celui-ci permette aux femmes de participer, entraînant en 2014 la création de la sous-commission affectée aux questions femmes-hommes, qui a été officiellement incluse dans le processus de paix. Les organisations de femmes vivant en milieu rural ont été en mesure de présenter leurs propositions pour une paix durable et de s'assurer que leurs besoins et leurs aspirations avaient été entendus.

### Défis spécifiques

Afin d'assurer la pérennité des changements amenés, le programme doit surmonter plusieurs défis. Tout d'abord, du point de vue du contexte, le programme est mis en œuvre dans des zones extrêmement instables et affectées par le conflit, dans lesquelles les populations sont exposées à un risque élevé de déplacement. Cette instabilité met en péril les activités et nécessite qu'Oxfam et ses organisations partenaires surveillent attentivement la situation et développent des stratégies d'atténuation appropriées.

La sécurité des femmes leaders au niveau local constitue également une préoccupation essentielle et un défi pour le programme. Il faut pour ce dernier trouver le juste équilibre entre, d'une part, la promotion de la participation et du leadership des femmes dans l'espace public et, d'autre part, leur protection contre toute atteinte, notamment des violences sexuelles, qui sont utilisées comme des armes. Les stratégies de protection dirigées par le gouvernement étant centrées sur les zones urbaines, le programme a commencé à s'intéresser au développement d'approches visant à protéger les femmes autochtones, celles vivant en milieu rural et celles qui défendent les droits humains.

Bien que considérée comme une réussite, la désignation d'une membre de la Colombian Platform of Rural Women en tant que Directrice de l'Office for Rural Women présente également un défi pour le mouvement des femmes en milieu rural. Avec « l'une d'entre elles » faisant désormais partie du gouvernement, le mouvement est susceptible de faire face à des risques de division concernant les stratégies d'engagement et les priorités à adopter, menaçant de fragiliser sa capacité d'influence. En plus d'investir pour conserver son union et sa cohésion, il devra également remettre en question la stratégie de plaidoyer utilisée jusqu'à aujourd'hui et modifier ses approches, en envisageant éventuellement de se livrer à des actions moins directes.

Enfin, l'accord de paix soulève deux difficultés. En premier lieu, les organisations sont inquiètes à l'idée de l'émergence de nouvelles formes de conflit territorial liées à l'accès aux ressources naturelles et à leur contrôle. Une plus grande cohérence entre, d'une part, la mise en œuvre de l'accord de paix (notamment le développement d'une présence et d'une gouvernance institutionnelles au niveau territorial) et, d'autre part, le modèle de développement économique piloté par le gouvernement, est nécessaire. Les organisations de la société civile craignent qu'une exploitation non durable des ressources naturelles continue à affecter les populations rurales, notamment après la loi ZIDRES<sup>6</sup> (qui va plus loin dans la concentration des terres) adoptée fin 2016 après avoir été stoppée plusieurs fois par le passé grâce à des efforts de plaidoyer menés par des organisations de la société civile, notamment des partenaires et des alliés d'Oxfam.

# AIDER LES FEMMES EN MILIEU RURAL À GUIDER LES PROCESSUS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX EN COLOMBIE

En deuxième lieu, il existe des inquiétudes au sujet du financement. Le financement de la mise en œuvre des accords de paix nécessitera un effort national afin de veiller à l'affectation des ressources financières appropriées. Cela implique notamment des réformes fiscales afin de s'assurer que les dépenses et la planification du budget public soutiennent efficacement les plans de paix. Toutefois, on redoute que ces réformes fiscales soient plus orientées vers la création d'incitations pour le modèle économique d'extraction plutôt que vers le programme de paix.

## Enseignements

Investir dans le développement des capacités des organisations de femmes vivant en milieu rural et leur permettre d'établir un lien avec les organisations nationales et les réseaux en place est essentiel pour garantir leur accès aux espaces de prise de décisions.

Les stratégies de plaidoyer doivent être ajustées en permanence afin de s'adapter aux changements de contexte.

# AIDER LES FEMMES EN MILIEU RURAL À GUIDER LES PROCESSUS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX EN COLOMBIE

## 3 Partenariats et liens avec d'autres programmes

### Partenariats

Le programme s'associe à des femmes, des jeunes, des féministes, des femmes vivant en milieu rural, des femmes autochtones, des femmes d'ascendance africaine, et des organisations aux membres d'origine différente, ainsi qu'avec des réseaux nationaux comme la Colombian Platform for Rural Women. Le programme a cherché à développer la capacité d'influence des partenaires et a facilité la création et l'accès à des espaces de dialogue et de coordination parmi les organisations travaillant sur les droits des femmes, et en particulier les organisations de femmes vivant en milieu rural.

Par le biais des réseaux qu'il a soutenus, le programme a contribué à la création d'alliances pour un échange des connaissances et une action conjointe. Les organisations partenaires situées dans différents lieux de mise en œuvre reproduisent à présent les approches et les interventions et s'engagent dans des initiatives de plaidoyer conjointes, sans nécessiter la coordination d'Oxfam.

En outre, sur la base de son analyse des pouvoirs et sur sa théorie du changement mise à jour, il est clairement apparu qu'un engagement précoce avec les influenceurs publics et les détenteurs d'obligations est essentiel dans n'importe quel processus de plaidoyer. Un engagement positif avec ces

derniers permet de favoriser l'adhésion tout en augmentant les chances de réussite des initiatives d'influence. Le programme collabore donc avec les représentants du gouvernement, des leaders d'opinion, des organisations internationales, des groupes de réflexion composés d'experts, des instituts de recherche et des organes de presse.

### Liens avec d'autres programmes d'Oxfam

Le programme Égalité et développement territorial pour les femmes en milieu rural (Equality and Territorial Development for Rural Women) répond à la priorité donnée par Oxfam à la justice et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Le fait qu'il se concentre, d'une part, sur les droits civils et politiques des femmes à l'aide d'une approche transformationnelle et, d'autre part, sur la gouvernance des systèmes alimentaires à l'aide d'une approche systémique, rend le programme conforme aux priorités régionales d'Oxfam. Par ailleurs, le programme est relié à la campagne CULTIVONS d'Oxfam, qui soutient les activités de plaidoyer des organisations de productrices et de producteurs, en particulier les organisations de femmes vivant en milieu rural. Par la suite, il sera également relié à la campagne mondiale À l'égalité d'Oxfam portant sur les inégalités.

# AIDER LES FEMMES EN MILIEU RURAL À GUIDER LES PROCESSUS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX EN COLOMBIE

## 4 Zoom sur...

### Aider des jeunes femmes à guider les processus de consolidation de la paix

Par le biais du projet « Young Women Peacebuilders » d'une durée d'un an, de 2015 à 2016, le programme a œuvré à la participation et au leadership de femmes autochtones, jeunes, vivant en milieu rural ou d'ascendance africaine aux interventions de consolidation de la paix.

Le projet a impliqué 233 jeunes femmes d'établissements scolaires urbains et ruraux en les aidant à devenir des artisanes de la paix grâce au développement de leurs capacités dans les domaines de la justice entre les femmes et les hommes, des droits des femmes, des violences faites aux femmes et aux filles, de la citoyenneté active et de la consolidation de la paix. Une plate-forme virtuelle a également été mise en place pour favoriser la création de réseaux et le partage d'informations et d'expériences autour de plusieurs sujets : soins auto-administrés, violence, diversité, résolution 1325 du conseil de sécurité de l'ONU<sup>7</sup>, et initiatives Les femmes, la paix et la sécurité dans le contexte colombien, parmi d'autres sujets. Suite à l'augmentation de la prise de conscience et à une meilleure connaissance de ces problèmes, les jeunes femmes participantes ont développé un programme de politique et de plaidoyer reflétant leurs intérêts stratégiques et leurs demandes, notamment dans les thèmes suivants : grossesse précoce, violences faites aux femmes et aux filles (notamment les violences sexuelles), et développement de leur identité (en reconnaissance de la diversité de leur propre identité : différences socioéconomiques, culturelles et régionales).

Oxfam et ses partenaires ont aidé les représentantes des jeunes filles artisanes de la paix à faire entendre les changements spécifiques qui sont nécessaires selon elles, d'abord auprès des communautés, des organisations de la société civile et des autorités au niveau local, puis, par la suite, via l'organisation de réunions de campagnes et de lobbying, auprès de détenteurs d'obligations au niveau national, comme des sénateurs ou des membres du Congrès, le Bureau du Conseiller à la Présidence pour l'égalité des femmes, et le Haut-Commissaire pour la paix, ainsi qu'auprès d'acteurs au niveau international, comme les représentants de l'ONU Femmes, du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), de l'ambassade britannique et de la délégation de l'Union européenne.

Les artisanes de la paix ont profité de ces opportunités pour demander au Congrès de faire appliquer des lois garantissant les droits des femmes et des jeunes filles dans les

environnements ruraux et urbains et d'affecter des ressources de manière appropriée à ces lois et ces politiques. Elles ont également demandé l'appui d'acteurs internationaux afin de les aider à mettre en œuvre leur programme et à mettre en place des espaces de partage et de réflexion. Ces réunions ont donné lieu à une série d'engagements pris par les détenteurs d'obligations et les parties prenantes internationales ciblées, visant à répondre aux demandes.

Malgré des difficultés, en particulier dans le domaine de la sécurité, le projet est parvenu à démontrer que les femmes peuvent et doivent avoir leur mot à dire dans les processus de consolidation de la paix. Outre un investissement considérable dans les réseaux afin de créer un espace pour le développement d'une stratégie de plaidoyer conjointe et pour l'échange des connaissances et des expériences, le travail effectué pour diffuser le « programme du changement » au niveau local avec les communautés et les autorités a constitué une approche essentielle pour la réussite du programme. Ce travail a, en effet, permis de garantir une adhésion et une appropriation, soutenant l'expansion du réseau et atténuant les contrecoups potentiels.

Le programme garantit qu'un lien est établi entre l'initiative et les processus d'influence au niveau territorial et national. « Ce programme est axé sur la communauté, sans intermédiaires. Il est populaire auprès des autorités traditionnelles et des communautés. C'est ce qui fait la force de ce projet », explique Claudina Jayaripuwana, participante et animatrice du processus d'Oxfam à Alta Guajira.

Suite à l'évaluation du programme à la lumière du référendum et de l'accord pour la paix, Oxfam va s'appuyer sur ses réussites et va développer davantage le soutien apporté à ses partenaires en matière de développement des capacités, de création de réseaux et d'alliances, et d'influence pour une augmentation du leadership des femmes vivant en milieu rural. En particulier, Oxfam s'intéressera à la manière d'aider les femmes à participer aux espaces d'influence régionaux et internationaux. Le programme continuera à s'appuyer sur son expertise thématique. Toutefois, en reconnaissant le rôle joué par l'Église pour influencer les attitudes et les pratiques en matière de justice femmes-hommes et de droits des femmes, il déterminera si le fait de s'engager auprès d'organisations confessionnelles a une valeur ajoutée ou non pour générer des changements en matière de normes sociales.

Pour en savoir plus sur ce programme, consultez :

[www.oxfam.org.uk/women-colombia](http://www.oxfam.org.uk/women-colombia)

# AIDER LES FEMMES EN MILIEU RURAL À GUIDER LES PROCESSUS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX EN COLOMBIE

## Notes

<sup>1</sup> Internal Displacement Monitoring Centre and Norwegian Refugee Council. (2016). *Global Report on Internal Displacement 2016*. Extrait de <http://www.acnur.org/fileadmin/scripts/doc.php?file=fileadmin/Documentos/Publicaciones/2016/10449>

<sup>2</sup> A. Guereña (2016). Arrachés à Leurs Terres : *Terres, pouvoir et inégalités en Amérique latine*. Oxfam. Extrait de <https://www.oxfam.org/fr/rapports/arraches-leurs-terres-terres-pouvoir-et-inegalites-en-amerique-latine>

<sup>3</sup> Toutes les statistiques de ce paragraphe sont issues du Departamento Nacional de Estadística. Bogotá (2017). *Pobreza monetaria y multidimensional en Colombia 2016. Boletín técnico*. Extrait de [https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones\\_vida/pobreza/bol\\_pobreza\\_16.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/bol_pobreza_16.pdf)

<sup>4</sup> Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (Forces armées révolutionnaires de Colombie)

<sup>5</sup> Voir page 104 de Gouvernement de Colombie (2015). *Ley 1753 de 2015 : 'Por la cual se expide el Plan Nacional de Desarrollo 2014-2018 "Todos por un nuevo país"'*. [http://www.mincit.gov.co/loader.php?!Servicio=Documentos&!Funcion=verPdf&id=78676&name=Ley\\_1753\\_de\\_2015.pdf&prefijo=file](http://www.mincit.gov.co/loader.php?!Servicio=Documentos&!Funcion=verPdf&id=78676&name=Ley_1753_de_2015.pdf&prefijo=file)

<sup>6</sup> Zonas de Interés de Desarrollo Rural, Económico y Social (Zones d'intérêt pour le développement rural, économique et social).

<sup>7</sup> Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU. Voir Conseil de sécurité de l'ONU (2000). *Résolution 1325*. Extrait de <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N00/720/18/PDF/N0072018.pdf?OpenElement>

<sup>8</sup> Voir ONU Femmes. Paix et sécurité. <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/peace-and-security>



© Oxfam International, juillet 2017

Ce document a été rédigé par Sarah Barakat. Oxfam remercie Laura Victoria Gomez et Juan Carlos Arita pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour en savoir plus sur les questions soulevées dans le présent document, veuillez contacter : [hkuwabara@oxfam.org.uk](mailto:hkuwabara@oxfam.org.uk)

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk)

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-058-2 en juillet 2017.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

#### **Oxfam**

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Photo de couverture : Cineskrúpulos/Oxfam

WE  
WON'T  
LIVE  
WITH  
POVERTY



**OXFAM**